

Brochure n° 3612

Convention collective nationale

IDCC : 7001. – **COOPÉRATIVES ET SOCIÉTÉS
D'INTÉRÊT COLLECTIF AGRICOLE
BÉTAIL ET VIANDE**
(2^e édition. – Mars 2005)

AVENANT N° 112 DU 15 AVRIL 2005 (1)

NOR : AGRS0597125M

Entre :

La fédération nationale de la coopération bétail et viande (FNCBV),

D'une part, et

La fédération nationale agroalimentaire et forêts (FNAF) CGT ;

L'union nationale des syndicats autonomes (UNSA) agriculture agroalimentaire ;

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et allumettes et des secteurs connexes (FGTA) FO ;

La confédération nationale des chauffeurs routiers et des salariés de France (CNSF-FNCR) ;

Le syndicat national de la coopération agricole (SNCOA) CFE-CGC ;

La fédération FSCOPA de l'agriculture CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Il est créé un article 4-1 dans le titre I^{er} de la convention collective nationale des coopératives et SICA bétail et viande.

Article 2

Cet article 4-1 est ainsi rédigé :

« Article 4-1 : indemnisation des salariés d'entreprises appelés à participer aux négociations et aux instances paritaires de la convention collective (commission sociale de branche, commission de conciliation, arbitrage).

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Comme suite à la signature de l'avenant n° 107 du 24 mars 2004 à la convention collective nationale, relatif au développement du paritarisme et portant création d'un fonds de financement du paritarisme, une association de gestion financière de ce fonds – fonds national de gestion du paritarisme bétail et viande ou FNGPBV – a été constituée.

L'avenant n° 107 précité ainsi que le règlement intérieur de l'association FNGPBV déterminent notamment les montants et modalités d'indemnisation, par jour de réunion, des frais exposés par les salariés d'entreprises appelés à participer aux négociations de la convention collective (frais de déplacement, repas...) ainsi que les modalités de maintien de leur salaire.

Cette indemnisation concerne, pour chacune des 7 organisations syndicales : FNAF-CGT ; UNSA agriculture agroalimentaire ; FGA-CFDT ; FGTA-FO ; CNSF-FNCR ; FSCOPA-CFTC ; CFE-CGC, SNCOA, 3 salariés d'entreprises par réunion.

En ce qui concerne l'indemnisation des salariés d'entreprises appelés à participer aux autres instances paritaires instituées par la convention collective telles que commission de conciliation ou commission d'arbitrage, celle-ci s'effectuera selon les mêmes modalités que celles prévues pour la participation des salariés d'entreprises aux négociations de la convention collective. »

Article 3

Les parties demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 15 avril 2005.

(Suivent les signatures.)